

Pour une agriculture productrice, agricole - sans fabriques d'animaux

Dr sc. nat. Hansuli Huber, directeur de la section technique, Protection Suisse des Animaux PSA

Entre 2000 et 2016, près de 30% des fermes ont disparu et toujours plus de paysans doivent depuis lors exercer une activité accessoire. Le nombre de propriétaires de vaches a diminué de 31%, celui des détenteurs de poules pondeuses de 42%, et même de 58% pour les éleveurs de porcs (Annexe 1). La production d'œufs, de lait et de viande, en particulier l'engraissement des volailles, a par contre augmenté. Ceci parce que la population a crû de 1 million d'âmes durant cette période, soit tout juste 15%, et parce que dans le secteur de la viande, on assiste à un transfert de la viande de porc à celle de la volaille. En dépit de la hausse massive de la demande liée à ce phénomène, les prix payés aux producteurs ont, contrairement à la théorie économique, plus ou moins stagné, voire baissé (lait).

Le changement de système qui a eu lieu voici un quart de siècle et qui a passé de prix de production soutenus par l'Etat à des prix du marché combinés avec des paiements directs n'a pas mis fin à la disparition de fermes agricoles. Bien au contraire: le changement structurel réduisant toujours plus le nombre d'exploitations pour que celles-ci s'agrandissent sans cesse s'est accentué précisément pour ce qui concerne les animaux de rente. Par exemple, le nombre d'exploitations de porcs de plus de 500 animaux a augmenté de 50%, Et le nombre des exploitations de bétail laitier de plus de 50 vaches a même quintuplé (Annexe 1). S'il n'existait en 2012 que 25 stabulations pour poules pondeuses de plus de 12'000 têtes, il y en avait déjà 40 en 2016. Cette année-là, on comptait déjà en Suisse 90 exploitations de bétail laitier comptant plus de 100 vaches, alors que six ans plutôt, elles n'étaient que 35.

De nombreux paysans ont tenté de pallier à la situation souvent précaire des prix et des revenus par la stratégie de l'accroissement de la production. Ils étendent leur cheptel dans l'exploitation et augmentent le potentiel de productivité des animaux de rente via le fourrage et l'élevage. Cette stratégie d'adaptation économique à la pression exercée sur les prix à l'échelle mondiale pour une production de denrées alimentaires bon marché crée cependant un dilemme:

1. Une partie de la population voit dans la haute productivité et les grandes stabulations une tendance à la détention en masse des animaux, comme elle est exercée à l'étranger. Conséquence de cette évolution ressentie négativement, la vente de denrées alimentaires suisses et le système des paiements directs ont été mis sous pression.
2. Pour garantir le bien-être et la santé des animaux de rente, la tâche s'avère de plus en plus difficile compte tenu des prestations croissantes et de l'augmentation de la taille des troupeaux. Il y a désormais une foule d'indices confirmant cette difficulté, dont il faut brièvement mentionner ici quelques-uns.

Baisse de la participation au programme SRPA (2016)

Alors qu'en moyenne, 76% des poules pondeuses sont inscrites au programme SRPA, dans les exploitations de plus de 12'000 têtes, elles ne sont plus que 73%. La moyenne SRPA des porcs à l'engrais (sans remontes) est de 66%, et de 59% encore dans les exploitations de plus de 1'000 têtes, tandis que dans la catégorie de 2'000 porcs et plus, cette moyenne n'est plus que de 47%. Le tableau est le même pour les vaches laitières, où la moyenne SRPA est de 84%, alors que dans les stabulations de plus de 100 vaches, elle n'est plus que de 68%.

L'observation des animaux et les soins qui leur sont prodigués sont en baisse

L'observation et les soins apportés aux animaux représentent déjà la moitié du chemin en matière de protection animale. Des troupeaux plus petits sont plus facilement maîtrisables, les animaux malades ou blessés s'y rétablissent rapidement et le contact entre l'homme et l'animal y est plus étroit et plus individuel. Une bonne relation entre l'homme et l'animal influence positivement le bien-être de celui-ci ainsi que sa santé, par exemple, la santé des pis / le nombre de cellules, le niveau de stress subi par les animaux, le système immunitaire, la distance d'évitement, etc. Pour assurer la gestion de grands troupeaux, il faut de plus en plus recourir à des appareils techniques et à des capteurs. Ceux-ci sont utiles mais ne peuvent remplacer l'œil du maître et son attitude empreinte de confiance envers les animaux. De plus, le temps devient de plus en plus rare pour ce qui est le plus beau de la profession de paysan, autrement dit le contact avec les animaux.

Utilisation accrue des antibiotiques

Une étude de l'EPF Zurich et d'un transformateur de lait fait état d'une consommation totale supérieure d'antibiotiques chez les vaches laitières d'une production annuelle de 7'000 l. Des études de VetSuisse à Berne indiquent que des veaux à l'engrais dans de très grands groupes de cent animaux, voire davantage, ont besoin de bien plus d'antibiotiques - en dépit d'une meilleure détention et d'un processus pertinent leur permettant d'entrer et sortir - que de petites exploitations d'engraissement comptant 20 à 30 veaux provenant de la propre exploitation et achetés dans la région proche. 75% des veaux à l'engrais suisses connaissent des lésions stomacales et intestinales, les animaux de grands troupeaux étant touchés nettement plus fortement. Sous l'angle des résistances aux antibiotiques également, il semble y avoir un rapport avec la taille de la stabulation (Annexe 2).

Détentions en plein air alibis et modifications du comportement

Les halles de poules pondeuses de 20, 30'000 animaux et plus tendent à devenir des détentions en plein air alibis, puisque la durée de séjour dans la prairie a tendance à régresser et, s'agissant de l'hygiène et de l'écologie, des concentrations d'animaux inquiétantes apparaissent tout autour de la halle d'élevage. Les raisons de ce phénomène résident dans le comportement des poules. Des poules sauvages, mais aussi celles qui sont domestiquées dans une halle, ne s'éloignent jamais à plus de 100 à 120 m au maximum de l'endroit où elles dorment. Les zones de prairies situées plus loin demeurent inutilisées.

Même dans de grands troupeaux de plus de 2'000 têtes et davantage, les poules forment des sous-groupes d'environ 7-15 animaux. Depuis leur place de repos, qui est toujours la même, elles font plusieurs fois par jour des parcours d'exploration à travers la halle et dans la prairie. Dans de très grandes halles par contre, la tendance est à la moindre utilisation de la prairie, alors que l'on croise fréquemment en prairie les effectifs de poules de petites étables.

Une étude allemande a montré que la taille des troupeaux de plus de 40'000 poulets entraîne, en comparaison de moindres effectifs, des changements de comportement: les animaux bougent moins et se reposent davantage, ce qui est atypique pour ces jeunes animaux.

Conséquences négatives d'un élevage unilatéral, axé sur la haute productivité

L'américanisation de l'élevage du bétail laitier a totalement changé la physionomie des vaches laitières. Contrairement à un bovin "normal", elles ont l'arrière plus massif; ce qui a pour effet que les membres postérieurs - plus faibles par nature - et les sabots sont chargés plus fortement (claudications). Leur production de viande est faible, de sorte que la Suisse produit certes trop de lait actuellement, mais a trop peu de vaches. C'est ainsi qu'il faut importer chaque année 16'000 t de viande de bœuf. Entre haute production de lait et santé, il existe une corrélation génétique négative. Le premier élément des problèmes réside dans le manque de fertilité ou, en moyenne, il faut 13 préparations d'hormone de libération de la gonadotrophine pour provoquer artificiellement le déclenchement de l'ovulation. En deuxième lieu, il y a les inflammations des pis, qui causent environ 150 millions de francs de dommages par an. Selon des firmes vétérinaires, le nombre de cas de mammites augmente notamment dans les grandes exploitations avec bétail de haute productivité. Est également en essor l'administration de Monesin ("Kexxtone"), un agent actif antibactérien et antiparasitaire luttant contre la cétose. (*Troubles du métabolisme, surtout chez des vaches ayant récemment vêlé, qui souffrent d'un sous-approvisionnement énergétique et souvent ne peuvent plus se relever.*) Ce remède est déjà utilisé systématiquement à l'étranger comme produit dopant pour les vaches, car il permet de leur tirer 10% de lait supplémentaire, au minimum. Comme les hautes performances en matière de production laitière nécessitent une forte utilisation d'aliments concentrés, cette production se déplace, à l'échelon mondial, vers les terres cultivées, ce qui ne saurait être une option pour la Suisse, qui est un pays de prairies et de pâturages. Dans l'intervalle, des conséquences négatives de l'élevage à haute productivité se sont également manifestées chez les porcs et la volaille (Annexe 3).

La stratégie économique consistant à miser sur de plus grands troupeaux et des animaux plus performants implique un risque accru et considérable de générer des problèmes pour le bien-être et la santé des animaux. Des parts croissantes de la population y voient une tendance à la détention en masse des animaux, à l'exemple de l'étranger. Que pourrait-on faire pour lutter contre ce phénomène? La PSA présente à ce sujet les propositions suivantes à l'attention du monde politique et du marché.

Marché

La situation - partiellement problématique des paysans au plan des revenus - et la large méconnaissance, dans les milieux des consommateurs, des conditions de production dans le terrain et en stabulation sont les deux revers de la même médaille. Nous avons longtemps cru qu'avec que le passage de la politique agricole aux paiements directs et aux programmes de labels sur le marché, il n'y aurait plus à s'occuper des prix accordés aux producteurs, ni de l'information des consommateurs. Mais nous devons aujourd'hui le reconnaître: une agriculture plus saine commence par les efforts de nous tous!

Au plan de la protection de la nature et du bien-être animal, chacun assume une responsabilité. Il existe un lien direct entre notre comportement de consommateurs et le bien-être des animaux. Un comportement d'acheteur fondé sur le principe "l'avarice n'est pas un vice" contraint vraiment des paysans à se diriger vers l'élevage intensif, les fabriques d'animaux, l'utilisation de pesticides et d'antibiotiques. Des produits de fermes agricoles proches de la nature et respectueuses des animaux ne peuvent être obtenus à des prix défiant toute concurrence. Quiconque attache de l'importance à des légumes, carottes et pommes de taille unitaire standardisée et à leur apparence impeccable ne doit pas s'étonner du recours généralisé à la chimie dans le cadre de la production. Celui ou celle qui ingère 60, 70 kg et davantage de viande par année ne doit pas se raconter des histoires et croire que de telles quantités puissent provenir d'une ferme paysanne idyllique et d'animaux jouissant de liens avec la famille. Sur ce point aussi, la branche des denrées alimentaires intervient, avec sa publicité mensongère sur le lait, les œufs et la viande et ses directives de "qualité" douteuses.

S'agissant de consommateurs très attachés au prix, qui n'ont pas un revenu moyen à élevé, mais également pour ceux qui chassent les prix imbattables sans en avoir véritablement besoin, il est possible de leur montrer comment, en dépit de denrées alimentaires un peu plus chères, écologiques et respectueuses des animaux, le budget du ménage ne sera pas nécessairement grevé plus fortement. Il faut passer alors à un acte d'achat sélectif et à une cuisine adaptée, par exemple, en ce qui concerne la viande, adopter un comportement évitant la tendance des "morceaux nobles", et il convient aussi de renoncer à une nourriture toute prête, onéreuse, ainsi qu'au gaspillage de la nourriture.

Le montant des prix payés aux producteurs ne joue en Suisse – il faut bien le dire pour être honnête – pratiquement aucun rôle pour nous les consommateurs lorsque nous sommes au magasin. Même si les paysans livraient gratuitement des œufs, du lait, des animaux de boucherie, les prix des aliments seraient toujours plus chers chez nous qu'à l'étranger. Toutefois, indépendamment de cela, même des médias économiques sérieux, mais aussi tous les acteurs dans le commerce et ceux qui sans cela ont des comptes ouverts avec les paysans, mettent l'accent en permanence sur les prix élevés payés aux producteurs en Suisse. D'abord, ceci pousse les paysans à se tourner vers les fabriques agricoles et les fabriques d'animaux, car là, on peut produire à bon marché. D'autre part, le besoin d'agir des acteurs en aval sur la chaîne conduit, par exemple en matière de calcul des marges, de potentiels d'économies sur les coûts, à un déficit d'information et de sensibilisation des

consommateurs; en lieu et place, on assiste à un excès "d'actions" de promotions dans les magasins. Car ce sont bien 30 à 40% de la viande pour laquelle des animaux ont dû laisser leur vie qui sont gaspillés dans des actions s'adressant à une clientèle sursaturée.

Politique

Même si de très nombreux moyens légaux étaient à disposition pour imposer une agriculture écologique et respectueuse des animaux, non pas seulement dans le principe énoncé par la loi mais, pour une part, jusqu'au plan détaillé de l'ordonnance, nous constatons qu'il y a un grand besoin d'agir en de nombreux domaines, que ce soit dans l'usage des pesticides ou des antibiotiques, la qualité de l'environnement ou le bien-être animal, l'élevage des animaux ou la culture des plantes, mais aussi la qualité des aliments (importation de viande aux hormones, de viande contenant des antibiotiques et de viande issue d'un traitement cruel des animaux). La multitude d'articles de loi ne pourrait pas non plus stopper la tendance problématique – sous l'angle de la protection des animaux, de l'environnement et des consommateurs – à opter pour des installations d'élevage d'animaux toujours plus grandes. Au contraire: la puissance du marché, répartie unilatéralement, accélère cette évolution par la pression exercée sur les prix.

Dans le cadre du paquet agricole, la PSA recherche donc à mettre notamment sur la table les causes suivantes:

Adaptations de l'ordonnance sur les paiements directs: pour toute une série de catégories d'animaux, le taux de contribution SRPA doit être augmenté afin de motiver davantage les paysans à passer à ce système et de les rémunérer plus équitablement pour la charge supplémentaire qu'ils assument. Les chiffres de la participation aux programmes SRPA stagnent depuis de nombreuses années et sont notamment au-dessous de la moyenne, voire très bas en ce qui concerne les veaux, le bétail à l'engrais et les poulets (Annexe 4). S'agissant des pâturages SRPA (herbivores), la PSA aimerait en lieu et place de la clause actuelle de 25% de fourrage en pâturage, qui n'est guère contrôlable et qui manque de flexibilité, que la durée journalière de pâturage soit prescrite. De plus, sur la base de l'art. 75 LAgr, il y a lieu d'établir en sus des programmes SST et SRPA une troisième voie d'encouragement au bien-être animal, afin de permettre au Conseil fédéral d'allouer des contributions pour des mesures spéciales favorisant le bien-être et la santé des animaux (par exemple la promotion de poules à double usage au lieu de la mise à mort de poussins, engraissement de jeunes verrats plutôt que leur castration, élevage avec la mère, vaches et chèvres à cornes, etc.). Les contributions SST et SRPA doivent à l'avenir être allouées uniquement pour des races/lignes qui, preuves à l'appui, ne présentent aucun trouble de comportement lié à l'élevage, ni problèmes de santé. Par ailleurs, les prestations bagatelles pour des poulets de chair abattus très jeunes, qui ne peuvent bénéficier de la zone à climat extérieur que pendant quelques jours seulement - pour autant qu'ils le puissent vraiment - ne devraient plus être indemnisées dans le cadre du programme SST. Les fonds ainsi libérés sont à utiliser pour l'encouragement à l'engraissement des poulets en plein air, avec des animaux grandissant normalement.

Adaptations de l'ordonnance sur les effectifs maximums OEM: les limites maximales actuelles doivent être analysées, tout comme les très gros effectifs de catégories animales qui ne sont pas assujetties à l'OEM, sous l'aspect de leurs effets sur le bien-être et la santé des animaux ainsi que de leur acceptation par la société. La PSA plaide clairement en faveur de plus petites unités de stabulation et rejette la tendance des halles de 18'000 poules pondeuses et plus, 18-27'000 poulets et 1'500 porcs à l'engrais, voire plus. Elle voit également avec inquiétude le développement très rapide de stabulations de plus de 100 vaches laitières, pour lesquelles il est toujours plus fréquemment renoncé au pâturage. Hormis les problèmes de protection des animaux et de médecine vétérinaire, la Suisse perdrait en autorisant l'élevage en masse des animaux, à l'exemple de l'étranger, une caractéristique unique et porteuse d'avenir.

PROTECTION SUISSE DES ANIMAUX PSA

Dornacherstrasse 101, CH-4018 Bâle, Phone 061 365 99 99

sts@tierschutz.com; www.protection-animaux.com

Annexe 1

| | Nombre d'exploitations agricoles | Surface agricole/exploitation | Vaches/exploitation | Porcs/exploitation |
|------|----------------------------------|-------------------------------|---------------------|--------------------|
| 2000 | 70'537 | 15.2 ha | 15 | 98 |
| 2016 | 52'232 | 20.1 ha | 21 | 220 |

| | Vaches Détenteurs/nbre | Porcs Détenteurs/nbre | Poules pondeuses Détenteurs/nbre | Poulets à l'engrais Détenteurs/nbre |
|-------|---------------------------|--------------------------|-------------------------------------|--|
| 2000 | 48'270/714'292 | 15'347/1'498'223 | 18'840/2'038'229 | 1'061/3'807'754 |
| 2016 | 33'082/696'568 | 6'634/1'453'602 | 10'801/2'862'263 | 908/6'878'265 |
| Diff. | -31%/-2% | -58%/-3% | -42%/+41% | -14%/+80% |

Détenteurs de vaches et taille des effectifs

| | 1-29 vaches Détenteurs / vaches | 30-49 vaches Détenteurs / vaches | Plus de 50 vaches Détenteurs / vaches |
|-------|------------------------------------|-------------------------------------|--|
| 2000 | 45'546/610'931 | 2'448/86'429 | 276/16'932 |
| 2016 | 26'348/389'389 | 4'892/181'359 | 1'842/125'820 |
| Diff. | -42%/-36% | +98%/+110% | +560%/+700% |

Détenteurs de porcs et taille des effectifs

| | 1-199 porcs Détenteurs / porcs | 200-499 porcs Détenteurs / porcs | Plus de 500 porcs Détenteurs / porcs |
|-------|-----------------------------------|-------------------------------------|---|
| 2000 | 13'368/624'520 | 1'433/438'718 | 546/434'975 |
| 2016 | 4'487/282'345 | 1'328/425'846 | 819/745'411 |
| Diff. | -67%/-55% | -7%/-3% | +50%/+70% |

Annexe 2

L'Office fédéral allemand pour l'évaluation des risques a montré en 2014 que la fréquence de MRSA (Methicillin résistant Staphylococcus aureus) dans des exploitations de porcs à l'engrais jusqu'à 500 animaux se situait à 27.5% des exploitations, et à 67.1% dans des halles d'engraissement de plus de 1'000 animaux. La fréquence MRSA dans les immenses exploitations de l'UE est nettement supérieure à celle connue en Suisse, par exemple 99% des porcs de boucherie sont touchés aux Pays-Bas, mais seulement 20% en Suisse. Le tableau est le même en ce qui concerne les veaux de boucherie: 45% en Allemagne mais seulement 4% en Suisse. Tandis qu'en Suisse, seulement un troupeau de poulets à l'engrais sur 10 au maximum doit être traité aux antibiotiques, les troupeaux en Allemagne, qui sont en moyenne 5 à 10 fois plus grands, sont traités de façon générale et plusieurs fois pendant leur brève période d'engraissement. En Suisse, on a constaté, dans des exploitations connaissant un haut degré d'achat et de commerce d'animaux de la race des bovins, une fréquence ESBL (béta-lactamases à spectre étendu) de 20%, soit 2.5 fois plus que dans d'autres exploitations.

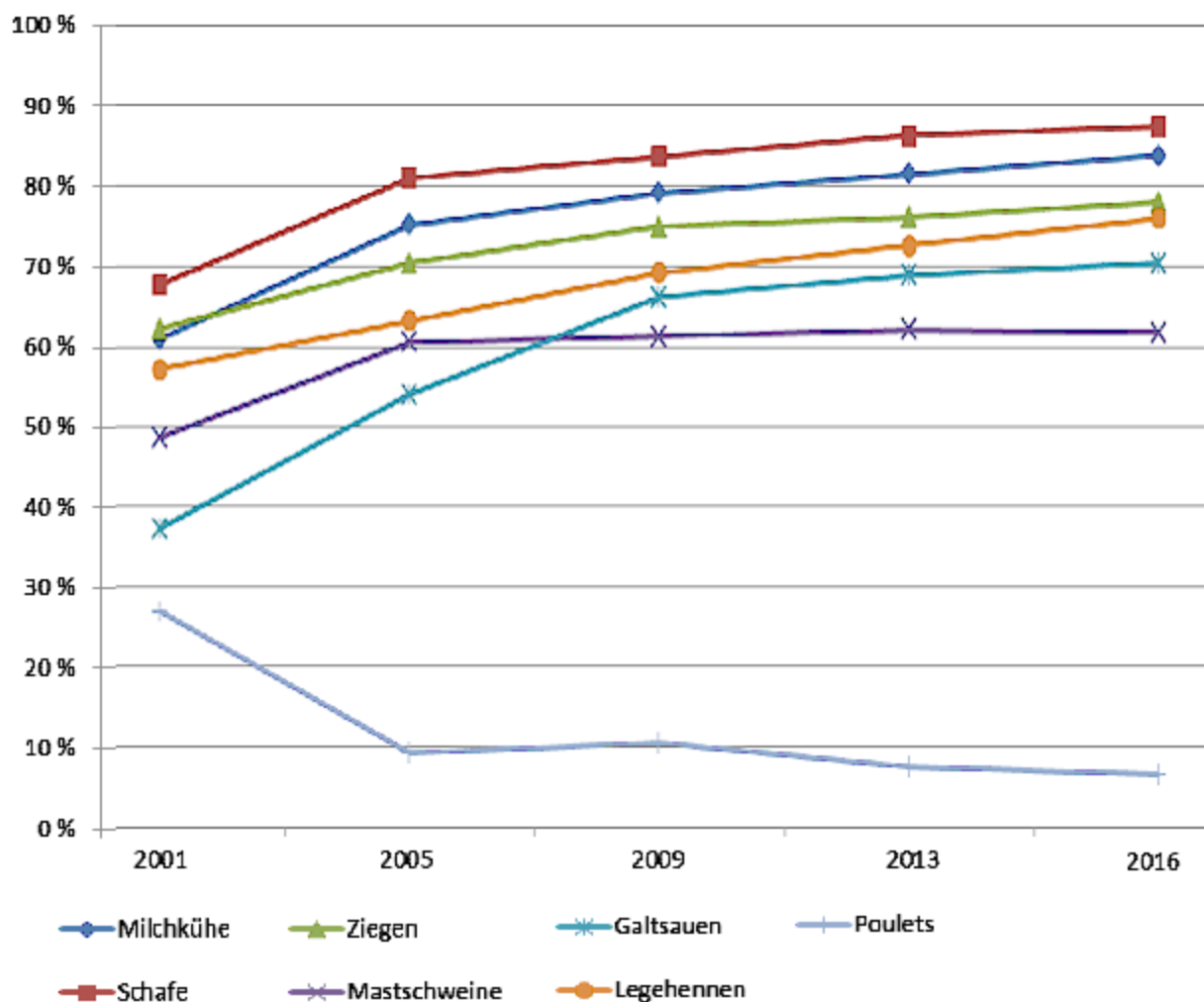
Annexe 3

L'élevage intensif de truies vise au minimum 30 porcelets sevrés par an. Ceci entraîne des portées toujours plus grandes. A partir de 12 - 14 porcelets par portée, la durée de la mise bas augmente, de même que le risque de mort-nés, et il y a davantage de porcelets de faible poids ou en déficit pondéral qui viennent au monde et présentent un taux de survie nettement réduit. Les truies doivent produire pendant la période d'allaitement 10 - 13 l de lait, celui-ci ayant deux fois la teneur en nutriments du lait de vache. Les hautes performances exigées épuisent les truies. Troubles de la fertilité, claudication et inflammation des mamelles et de l'utérus sont les principales causes de leur élimination. Après cinq à six mises bas environ, c'est la fin et les mères épuisées sont envoyées à la boucherie.

Même chez les volailles hybrides issues d'un élevage intensif, les "maladies professionnelles" sont bien connues. Une conséquence en est la mise à mort des poussins de ponte mâles, car leur engraissement n'est pas rentable. Une autre réside dans le dessèchement des os des poules pondeuses, qui doivent mobiliser davantage de calcium de leur propre ossature pour la formation de coquilles, ce qui rend leur os plus friables. Chez les poulets d'un élevage très accéléré, la mortalité est supérieure à celle des races croissant normalement. Les maladies liées à la productivité sont entre autres des faiblesses dans les pattes, l'hydropisie de l'abdomen et les inflammations des coussinets. Les concernés de l'élevage ont désormais vu l'importance de ces phénomènes pour la protection des animaux et tentent d'élever des animaux plus sains.

Annexe 4

Participation au programme SRPA



Participation SRPA des veaux, bétail d'élevage, bétail à l'engrais
(en pour cent du nombre total des animaux de la catégorie en question)

| Année | jusqu'à 160 jours (**) | | 160-365 jours | | 365-730 jours | |
|-------|------------------------|------|---------------|------|---------------|------|
| | w | m | w | m | w | m |
| 2009 | 36.1 | 26.4 | 69.0 | 50.7 | 74.4 | 50.5 |
| 2013 | 36.8 | 29.8 | 73.4 | 56.2 | 80.0 | 59.4 |
| 2016 | 41.2 | 38.6 | 77.1 | 65.4 | 82.9 | 64.6 |

* Pas de comparaison possible avec les chiffres d'avant 2009 car l'OFAG a séparé les catégories depuis 2009 seulement.

** Jusqu'en 2015, la limite était 120 jours, puis 160 jours